

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG25/1

14 mars 1996

(96-0901)

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA NORVEGE ET LES ILES FEROE
CONCLU PAR LE GOUVERNEMENT DE LA NORVEGE, D'UNE PART,
ET LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT
LOCAL DES ILES FEROE, D'AUTRE PART

Le texte de l'Accord entre le gouvernement de la Norvège, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, est reproduit ci-après.¹

ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA NORVEGE ET LES ILES FEROE
CONCLU PAR LE GOUVERNEMENT DE LA NORVEGE, D'UNE PART,
ET LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT
LOCAL DES ILES FEROE, D'AUTRE PART

LE GOUVERNEMENT DE LA NORVEGE,

d'une part, et

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT LOCAL DES
ILES FEROE,

d'autre part,

CI-APRES dénommés les parties contractantes,

RAPPELANT le statut des îles Féroé en tant que partie autonome du Danemark,

CONSIDERANT le fait que les îles Féroé faisaient autrefois partie de l' Association européenne de libre-échange (AELE) par le biais de la participation du Danemark à cette organisation, mais qu'elles ne sont pas associées à la participation du Danemark aux Communautés européennes,

CONSIDERANT l'importance vitale de la pêche pour les îles Féroé dont elle constitue l'activité économique essentielle et dont le poisson et les produits de la pêche sont les principaux produits d'exportation,

CONSIDERANT l'importance vitale de la pêche pour la Norvège et pour les populations des régions côtières,

¹Le texte des annexes et protocoles y relatifs a été communiqué au Secrétariat (bureau 3006), où il peut être consulté par les Membres intéressés.

DESIREUX de consolider et d'étendre les relations existant entre la Norvège et les îles Féroé et d'assurer, dans le respect des conditions équitables de concurrence, le développement harmonieux de leur commerce mutuel dans le cadre de la coopération européenne,

RESOLUS, à cet effet, à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges, en conformité avec les dispositions de l' Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce concernant l'établissement de zones de libre-échange,

SE DECLARANT prêts à examiner, en fonction de tout élément d'appréciation et notamment de l'évolution de la coopération européenne, la possibilité de développer et d'approfondir leurs relations pour les étendre à des domaines non couverts par le présent accord,

ONT DECIDE, dans la poursuite de ces objectifs et considérant qu'aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme exemptant les parties contractantes des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux,

DE CONCLURE LE PRESENT ACCORD:

Article premier

Objectifs

Les parties contractantes établissent une zone de libre-échange, formée de la Norvège et des îles Féroé, conformément aux dispositions du présent accord.

Le présent accord a pour objectifs:

- a) de promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre la Norvège et les îles Féroé et de favoriser ainsi l'essor de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'accroissement de la productivité et la stabilité financière;
- b) d'assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre la Norvège et les îles Féroé;
- c) de contribuer ainsi, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

Article 2

Champ d'application

Le présent accord s'applique:

- a) aux produits relevant des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exclusion des produits énumérés à l'annexe 1;
- b) au poisson et aux autres produits de la mer figurant à l'annexe 2, originaires de la Norvège et des îles Féroé.

Article 3

Règles d'origine et coopération administrative

1. L'annexe 3 définit les règles d'origine.
2. L'annexe 4 porte sur les règles et méthodes de coopération en matière d'administration douanière.

Article 4

Prohibition et suppression des droits de douane et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ou à l'exportation ni aucune nouvelle taxe d'effet équivalent ne sont introduits dans les échanges entre la Norvège et les îles Féroé.
2. Les droits de douane à l'importation ou à l'exportation et les taxes d'effet équivalent sont supprimés à l'entrée en vigueur du présent accord.
3. Des dispositions figurant à l'annexe 5 suppriment les droits à l'importation à caractère fiscal dans les îles Féroé à compter du 1er janvier 1993.

Article 5

Prohibition et suppression des restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation ni aucune nouvelle mesure d'effet équivalent ne sont introduites dans les échanges entre la Norvège et les îles Féroé.
2. Les restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à l'entrée en vigueur du présent accord, sous réserve des dispositions de l'annexe 6.

Article 6

Echanges de produits pétroliers

Les parties contractantes se réservent le droit de prendre des mesures spéciales concernant les échanges de produits pétroliers.

Article 7

Echanges de produits agricoles

1. Les parties contractantes se déclarent prêtes à favoriser, dans le respect de leurs politiques agricoles, le développement harmonieux des échanges de produits agricoles.

2. Dans la poursuite de cet objectif, les parties contractantes concluent simultanément un arrangement prévoyant des mesures propres à faciliter les échanges de produits agricoles entre la Norvège et les îles Féroé.

3. En matière vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, les parties contractantes appliquent leurs réglementations d'une manière non discriminatoire et s'abstiennent d'introduire de nouvelles mesures ayant pour effet d'entraver indûment les échanges.

Article 8

Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier, pour autant que ceux-ci n'ont aucun effet préjudiciable sur le régime des échanges prévu par le présent accord, et notamment les dispositions concernant les règles d'origine.

Article 9

Impositions intérieures

1. Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires de la Norvège et les produits similaires originaires des îles Féroé.

2. Les produits originaires de la Norvège exportés vers les îles Féroé ou les produits originaires des îles Féroé exportés vers la Norvège ne peuvent bénéficier d'un remboursement d'impositions intérieures supérieur aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 10

Paielements

Les paiements afférents aux échanges commerciaux ainsi que le transfert de ces paiements vers la Norvège ou vers les îles Féroé, selon le lieu où réside le créancier, ne sont soumis à aucune restriction.

Article 11

Exceptions générales

Le présent accord ne fait pas obstacle aux prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit justifiées par des raisons liées à la moralité publique, à l'ordre public ou à la sécurité publique, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux et de l'environnement, à la protection des trésors nationaux ayant une valeur

artistique, historique ou archéologique, à la protection de la propriété intellectuelle, à la mise en oeuvre des réglementations en matière d'or et d'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables, si ces dernières mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée au commerce entre les parties contractantes.

Article 12

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie contractante de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en oeuvre des politiques nationales:
 - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées;
 - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
 - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

Article 13

Exécution des obligations

1. Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs du présent accord.
2. Elles prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations qui leur incombent dans le cadre du présent accord.

Si une partie contractante estime que l'autre partie contractante a manqué à une obligation découlant du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 14

Règles de concurrence

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre la Norvège et les îles Féroé:
 - a) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence en ce qui concerne la production ou les échanges de marchandises;
 - b) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle du territoire de la Norvège ou du territoire des îles Féroé.
2. Si une partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1, elle peut prendre des mesures appropriées à l'issue de consultations avec l'autre partie ou au terme d'un délai de 30 jours suivant la demande de consultations.

Article 15

Monopoles d'Etat

Les parties contractantes veillent à ce que tout monopole d'Etat à caractère commercial existant en Norvège et aux îles Féroé soit aménagé afin d'exclure, dans les conditions d'approvisionnement et de commercialisation, toute discrimination entre résidents en Norvège et résidents aux îles Féroé.

Article 16

Aide publique

1. Toute aide accordée par une partie contractante ou prélevée sur les ressources publiques sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions est, dans la mesure où elle affecte les échanges entre la Norvège et les îles Féroé, incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord.
2. Toutes les pratiques contraires au paragraphe 1 sont évaluées selon les critères énoncés à l'annexe 7.
3. Les parties contractantes garantissent la transparence des mesures d'aide publique en échangeant des renseignements comme il est prévu au paragraphe 4 de l'annexe 7.
4. Si une partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique, qui ne dépassent pas le dommage causé par la pratique, dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 17

Protection de la propriété intellectuelle

1. Les parties contractantes coopèrent en vue d'améliorer progressivement la protection non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, y compris les mesures concernant l'octroi et le respect de ces droits. Des règles applicables entre les parties contractantes pour la protection des droits de propriété intellectuelle sont élaborées. Ces règles assurent un niveau de protection semblable à celui qui existe dans les Etats membres des Communautés européennes et dans les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange.
2. Aux fins du paragraphe 1, les droits de propriété intellectuelle comprennent, en particulier, la protection du droit d'auteur, y compris les programmes d'ordinateur, les bases de données et les droits voisins; des marques de fabrique ou de commerce; des indications géographiques; des dessins et modèles industriels; des brevets; des topographies de circuits intégrés ainsi que des renseignements non divulgués sur les connaissances techniques.

Article 18

Marchés publics

1. Les parties contractantes considèrent la libéralisation effective de leurs marchés publics respectifs comme un objectif souhaitable et important du présent accord.
2. A compter de l'entrée en vigueur du présent accord, les parties contractantes ouvrent à leurs sociétés respectives l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs, conformément à l'Accord relatif aux marchés publics du 12 avril 1979, tel qu'il a été modifié par le Protocole du 2 février 1987 négocié dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
3. Les parties contractantes déterminent et aménagent progressivement les règles, conditions et pratiques régissant la participation aux marchés publics attribués par des organismes publics et des entreprises publiques, et par des entreprises privées auxquels ont été accordés des droits spéciaux ou exclusifs, afin d'assurer le libre accès et la transparence ainsi que la non-discrimination entre les fournisseurs potentiels des parties contractantes.
4. En outre, les parties contractantes recommandent ou arrêtent, selon qu'il convient, les modalités pratiques de ce processus, y compris notamment la portée, le calendrier et les règles à appliquer.

Article 19

Dumping

Si l'une des parties contractantes constate des pratiques de dumping au sens de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dans ses échanges avec l'autre partie contractante, elle peut prendre des mesures appropriées contre ces pratiques, conformément à l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 20

Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents en Norvège ou dans les îles Féroé; ou
- b) de graves perturbations dans un secteur quelconque de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 21

Réexportation et pénurie grave

Lorsque l'application des dispositions des articles 4 et 5 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la partie contractante exportatrice maintient, pour le produit en question, des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation, ou des mesures ou taxes d'effet équivalent; ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la partie contractante exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la partie contractante exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 22

Difficultés de balance des paiements

Au cas où la Norvège ou les îles Féroé doivent faire face à de graves difficultés ou à la menace imminente de graves difficultés de balance des paiements, la partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 23.

Article 23

Procédures d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer les procédures d'application des mesures de sauvegarde énoncées dans le présent article, les parties contractantes s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 6 du présent article, la partie contractante qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre partie contractante et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les parties contractantes ont lieu sans délai en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.
3. Pour la mise en oeuvre du paragraphe 2, les dispositions suivantes sont applicables:
 - a) en ce qui concerne les articles 16 (Aide publique) et 18 (Marchés publics), la partie contractante concernée prête à l'autre partie contractante toute l'assistance nécessaire en vue de l'examen de l'affaire et, le cas échéant, élimine la pratique incriminée. A défaut pour la partie contractante en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans un délai fixé d'un commun accord par les parties contractantes, ou faute d'accord à cet effet entre les parties contractantes, avant expiration d'un délai de trois mois suivant la demande de consultations, la partie contractante concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique visée;
 - b) en ce qui concerne les articles 19 (Dumping), 20 (Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers) et 21 (Réexportation et pénurie grave), les parties contractantes examinent la situation et peuvent prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la partie contractante concernée. A défaut de décision dans un délai de 30 jours à compter de celui où la question a été soulevée, la partie contractante concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation;
 - c) en ce qui concerne l'article 13 (Exécution des obligations), la partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées après l'achèvement des consultations ou au terme d'un délai de trois mois à compter de la date de la notification.
4. Les mesures de sauvegarde prises sont immédiatement notifiées à l'autre partie contractante. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne dépassent pas le dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement de l'Accord.
5. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques entre les parties contractantes en vue de leur atténuation, de leur remplacement ou de leur suppression dès que possible.
6. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la partie contractante concernée peut, dans les situations visées aux articles 19 (Dumping), 20 (Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers) et 21 (Réexportation et pénurie grave), appliquer immédiatement les mesures conservatoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les parties contractantes ont lieu dès que possible.

Article 24

Mécanisme de consultation

1. Pour que le présent accord soit mis en oeuvre dans de bonnes conditions, les parties contractantes procèdent, chaque fois qu'il est nécessaire, à des échanges de renseignements et, à la demande de l'une d'entre elles, tiennent des consultations.

2. Les parties contractantes conviennent que la mise en oeuvre du présent accord sera supervisée et administrée par un comité mixte composé de représentants des parties contractantes. A cette fin, les dispositions suivantes sont applicables:

- a) Les échanges de renseignements et consultations visés au paragraphe 1, et en particulier les consultations et prises de décisions visées à l'article 23, se font, selon qu'il convient, au Comité mixte.
- b) Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.
- c) Pour que le présent accord soit mis en oeuvre dans de bonnes conditions, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire. Chaque partie au présent accord peut demander sa convocation.
- d) Le Comité mixte agit d'un commun accord.
- e) Le Comité mixte établit son règlement intérieur.
- f) Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.
- g) Le Comité mixte peut décider de modifier les annexes.

Article 25

Clause évolutive

1. Lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des parties contractantes, de développer les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre partie contractante une demande motivée.

2. Les accords résultant de la procédure visée au paragraphe 1 seront soumis à ratification ou à approbation par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres.

Article 26

Annexes

Les annexes du présent accord en font partie intégrante.

Article 27

Application territoriale

L'Accord s'applique, d'une part, à la Norvège et, d'autre part, aux îles Féroé.

Article 28

Dénonciation

Une partie contractante peut dénoncer le présent accord par notification à l'autre partie contractante. L'Accord cesse d'être en vigueur 12 mois après la date de réception de cette notification par l'autre partie contractante.

Article 29

Entrée en vigueur

Le présent accord est rédigé en triple exemplaire en langues norvégienne, danoise et féroïenne, chacun de ces textes faisant également foi.

Le présent accord sera approuvé par les parties contractantes selon les procédures qui leur sont propres. Il entre en vigueur le premier jour du mois suivant le jour où les parties contractantes se sont mutuellement informées par la voie diplomatique qu'elles ont fait le nécessaire, à cette fin, au plan interne.

Il est appliqué à titre provisoire à compter du 1er septembre 1992, jusqu'à l'entrée en vigueur.